

Convention collective départementale

IDCC : 9091. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
(ARIÈGE)
(18 juin 1979)**

(Etendue par arrêté du 14 novembre 1979,
Journal officiel du 14 décembre 1979)

■ *Journal officiel* du 5 mars 2009

Arrêté du 20 février 2009 portant extension d'avenants à la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles du département de l'Ariège (n° 9091)

NOR : AGRS0904494A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et L. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1979 portant extension de la convention collective de travail du 18 juin 1979 concernant les exploitations agricoles du département de l'Ariège et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu les avenants n° 78 du 13 juillet 2007 et n° 81 du 21 novembre 2007 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 26 septembre 2008 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions des avenants n° 78 du 13 juillet 2007 et n° 81 du 21 novembre 2007 à la convention collective de travail du 18 juin 1979 concernant les exploitations agricoles du département de l'Ariège sont ren-

dues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention :

- sous réserve, au *c* de l'article 2 (« Suspension du repos hebdomadaire ») de l'avenant n° 81, du respect des dispositions de l'article R. 714-10 du code rural ;
- à l'exclusion de la deuxième phrase du *d* du même article (« Le repos quotidien »).

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants visés aux articles 1^{er} et 2 est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des affaires financières,
sociales et logistiques,*
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

Nota. – Le texte de ces avenants a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/42, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.